

MODÈLE

La France, toujours en retard d'une réforme ?

> BLOCAGE

Retraites, éducation, chômage... La France est-elle incapable de se réformer ?

> MOBILISATION

Mardi, des milliers de salariés étaient à nouveau dans la rue pour dénoncer un projet, celui de la loi sur l'emploi.

> CONSERVATISME ?

Est-ce une question de méthode ? De mentalité ? Il y a pourtant urgence.

Rares, en France, sont les réformes qui ne suscitent pas de contestation populaire et qui passent l'épreuve de la rue. Quel que soit le gouvernement dont elles émanent. Mardi encore, des milliers de salariés se sont mobilisés pour dire « non » à la flexisécurité. Le projet de loi sur l'emploi vivra-t-il les mêmes heures que le débat sur les retraites ?

L'exemple du projet de refondation de l'école proposé par Vincent Peillon, et son accueil au sein de la communauté éducative, est symptomatique. Sur la question des rythmes scolaires : chercheurs et chronobiologistes prénotent unanimement, depuis des années, une révision de l'organisation du temps de l'enfant. Pourtant, la simple évocation, dans une émission télé, du ministre de l'Éducation de raccourcir les vacances d'été a pris comme un feu de paille la semaine dernière.

Est-ce un problème de méthode de nos pouvoirs publics ? Une question de mentalité des Français ? Le revers d'un sens critique exacerbé ?

Ces trente dernières années, de grandes réformes ont avorté. Enterrement du projet de loi Savary d'un grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale en 1984 ; retrait à peu près total du plan Juppé en 1995 (sur les retraites).

On se souvient du projet de loi instituant le CPE en 2006 (contrat première embauche) et de l'important mouvement étudiant et lycéen qu'il a suscité, mobilisation soutenue par politiques et syndicats qui a finalement abouti au retrait du texte.

« Le mythe d'un modèle social pour tous »

Maitre de conférences à l'IEP de Paris, Pierre-François Gouiffès, dans *Réformes : mission impossible ? (1)* revient sur ces projets avortés. Il ne s'interroge pas sur leur pertinence mais tente d'expliquer ces échecs. Pour lui, « la société française est loin d'être conservatrice ». Le récent vote de la loi sur le mariage pour tous le prouve. « En revanche, elle connaît, plus qu'ailleurs, des difficultés à réformer son modèle socio-économique. » Un modèle social qu'on imagine être un exemple. Qui tiendrait plus, en réalité, du « fantasme », pense l'économiste Yann Algan. « C'est le mythe d'un modèle social pour tous. Le problème, c'est qu'il se fissure. On s'aperçoit qu'il laisse de côté les plus fragiles, la fiction d'une réussite grâce aux diplômes ne tient pas : les enquêtes PISA montrent qu'on a un système éducatif le plus inégalitaire qui soit. Notre modèle social est construit sur un corporatisme : c'est un modèle très divisé où chacun a des avantages particuliers. Le fait qu'on n'ait pas un système universaliste, où tout le monde aurait les mêmes droits, fait que vous suspectez toujours votre voisin d'avoir des droits auxquels vous, vous n'avez pas accès. Cela génère une suspicion dès lors que vous avez une réforme car vous avez le sentiment que chacun va en bénéficier à votre désavantage. »

DELPHINE D'HAENENS
ET ANNE-SOPHIE HACHE

► (1) La Documentation française



▲ MARIAGE POUR TOUS

Après des nuits de débat et de nombreuses manifestations pour et contre -, l'Assemblée nationale a sans surprise adopté le texte de loi autorisant le mariage pour tous, le 12 février. Cette réforme sociétale s'inscrira, sans nul doute, parmi les grands changements de ces dernières années. Mais elle aura remué les foules et la sphère politico-médiatique.

PH. ARCHIVES C. LEFEBVRE

« Chacun pense que la réforme se fait à ses dépens »

L'économiste Yann Algan est co-auteur avec Pierre Cahuc et André Zylberberg de *La Fabrique de la défiance* (Albin Michel). Pour lui, « l'essentiel de nos blocages » s'explique par la défiance qui caractérise la société française.

Défiance « vis-à-vis de nos institutions publiques, même des plus impartiales comme la justice, vis-à-vis de l'entreprise, et plus généralement, les uns vis-à-vis des autres », relève Yann Algan. Les Français n'ont pas confiance en les pouvoirs publics pour mener à bien leur « destin commun », ils ne se font pas confiance entre eux. Résultat : « Chacun est convaincu que la réforme se fait nécessairement à ses dépens. Il y a toujours une théorie d'un complot caché où on essaierait de

réformer quelque chose pour que ça puisse bénéficier à une petite minorité mais se faisant sur votre dos. La réforme des rythmes scolaires est emblématique : il y a normalement un consensus, la France concentre trop d'heures sur trop peu de jours. Les professeurs sont censés le savoir. Ils étaient d'ailleurs contre la mise en place de la semaine de quatre jours en 2008 et maintenant ils sont contre son retrait, car ils sont persuadés que cette réforme va se faire sur leur dos. Ils se défient de leur ministère, des élus politiques... Ça conduit à de vrais blocages. »

Pour singulière à la France que soit cette défiance, elle n'est pas culturelle. « Ce n'est pas dans nos gènes », insiste l'économiste. « Si les Français se défient des institutions, c'est

parce qu'elles dysfonctionnent. On pense que cette défiance se nourrit du côté très hiérarchique de notre société et du côté très opaque des relations. »

Hiérarchie qu'on retrouve dès l'école : quand dans l'ensemble des pays de l'OCDE, on apprend aux enfants très tôt à travailler en groupe, en France nous privilégions un système pédagogique vertical. L'organisation hiérarchique se retrouve ensuite en entreprise « avec des pratiques de management très verticales : de faibles délégations de décisions et peu de possibilités de faire carrière dans l'entreprise qui pêche aussi par la faiblesse du dialogue social, avec des taux de syndicalisation très faibles. Dans les pays nordiques, où la confiance dans les institutions est élevée, le

dialogue social est très important. Ce qui permet de se mettre autour d'une table pour affronter ensemble les difficultés. » Enfin, la hiérarchie se retrouve entre les Français et ceux qui les gouvernent : « Il y a une opacité et un sentiment de dysfonctionnement et de corruption de nos élites politiques. On est le seul pays où n'existe pas encore vraiment de législation sur le conflit d'intérêts. » Et le cumul des mandats... Rien de culturel. Donc, « on peut changer les choses, espère l'économiste. Par des vraies législations sur la transparence et les conflits d'intérêts en politique. Par la réforme des pratiques de management pour casser l'organisation hiérarchique et réformer le dialogue social. Enfin, un troisième levier d'action est l'éducation. » ■ A.-S. H.

Gilles Carrez et P.-F. Gouiffès.

« La fabrique de la défiance », par Yann Algan, Pierre Cahuc, André Zylberberg. Albin Michel, 14 €.

« Du bon usage de la guerre civile en France », par Jacques Marseille. Tempus, 6 €.

UN SONDAGE

DEFIANCE

Près de trois Français sur quatre (73 %) se disent mécontents de la politique économique et sociale du gouvernement, selon un sondage Opinionway. Difficile d'engager des réformes dans ce contexte...

EN SAVOIR PLUS

LIRE ET SURFER

« Réformes : mission impossible ? », par Pierre-François Gouiffès, La Documentation française. 8 €. www.pfgouiffes.net : écouter notamment le débat sur LCP avec Michel Rocard, Nicole Notat,

QUESTIONS À Pierre-François GOUIFFÈS, maître de conférences à Sciences Po Paris

« Le rétropédalage de l'État providence est difficile »

Vous êtes l'auteur de *Réformes : mission impossible ? Un événement précis a-t-il motivé votre livre ?*

« J'ai vécu d'assez près deux tentatives de réformes qui ont échoué : l'affaire du CPE en 2006, le contrat première embauche, et la tentative de réforme des administrations fiscales tentées par Dominique Strauss-Kahn et Christian Sauter de 1998 à 2000. Il m'a semblé utile d'analyser pourquoi des réformes comme celles-là ont échoué, au cours des trente dernières années, afin d'en tirer quelques leçons pratiques. »

Quelle conclusion tirez-vous ? Est-il si difficile d'entreprendre des réformes en France ?

« Il y a, en la matière, un lieu commun sur la très grande difficulté de la France à faire des adaptations réformatrices. Edgar Faure, éminent homme politique des IV^e et V^e Républiques ne disait pas autre chose quand il déclarait que "Les Français sont toujours en avance d'une révolution parce que toujours en retard d'une réforme". Derrière cela, il y a aussi la tradition de changements opérés dans des circonstances révolutionnaires ou au moins exceptionnelles : en 1789, 1793, 1794, 1799, 1830, 1848, 1870, 1940, 1945, 1958, 1968... Il faut toutefois être précis et faire la part des choses. Certaines réformes arrivent à passer même si elles induisent des tensions temporaires fortes et génèrent des passions politico-médiatiques : je pense aux réformes sociétales qui ont profondément transformé la société française

ces quarante dernières années (contraception, majorité légale à 18 ans, IVG, dépénalisation de l'homosexualité, PACS...). Le récent débat aboutissant au "mariage pour tous" est le dernier avatar de cette séquence. »

La France est donc loin d'être conservatrice, pourtant vous titrez votre livre *Réformes : mission impossible...*

« Il y a donc des tas de domaines dans lesquels la France a vécu de grands changements depuis quarante ans. En revanche, il est vrai que la France semble avoir plus de difficultés à faire des transformations dans son modèle économique et social que la

« Les Français sont toujours en avance d'une révolution parce que toujours en retard d'une réforme » Edgar Faure

majorité de ses voisins ; surtout dans le cas de changements vécus comme à la baisse.

Le rétropédalage en matière d'État providence – les acquis sociaux, selon l'expression employée en 1993 par François Mitterrand – pour faire face à un impératif de compétitivité est difficile et douloureux. Le débat récurrent sur les retraites est un exemple emblématique. Il faut comparer les âges de départ à la retraite en Europe : certes on a une meilleure démographie, mais on reste décalé sur beaucoup de critères. En Italie, en Allemagne, on va passer progressivement à 67 ans ; les Suédois ont un système de comptes nationaux qui s'adapte automatiquement... »



« Les réformes sociétales ont profondément transformé la France au cours des quarante dernières années... »

Les retraites, l'éducation... des réformes difficiles qui devraient pourtant s'imposer ?

« C'est une question éminemment politique. À titre personnel, je pense qu'on ne peut pas laisser sous silence le champ des réformes concernant la jeunesse. L'intégration des jeunes dans la vie sociale et professionnelle semble un champ majeur. François Hollande en a fait une thème clef de sa campagne. Pourtant, les gouvernements successifs, notamment de centre droit, ont accumulé un certain nombre de déconvenues depuis vingt-cinq ans en la matière : réforme Devaquet de 1986, CIP de 1994, CPE de 2006... Un autre thème qui m'est cher est celui de la compétitivité économique de la France. En dépit d'une dégradation préoccupante de la position française depuis une quinzaine d'années, il n'a pas suscité énormément de débat politique avant la présidentielle de 2012 puis la publication du rapport Gallois. » ■ PAR D. D'H.

REMORQUES DU NORD

VENTE - LOCATION - ATTELAGE
www.remorques-du-nord.fr

PRIX* POSÉ

Scénic 2	249€
308	319€
Mégane 3/Scénic 3	329€
C4 Picasso	339€
C4 II	399€

* Offre valable du 1^{er} mars au 31 mars 2013.

339€*

Modèle EUNI 150, PTAC 500 kg.
Dimensions de la caisse : 150 x 105 x 40.
Dimensions des roues : 135 R 13. Flèche en V.

CALAIS
35, rue de Lille (A16 St Pierre)
Tél. 03 21 19 21 19

LOMME
614, av. de Dunkerque
Tél. 03 20 93 93 34

MARCO-EN-BAROEUL
348, rue de Menin (RN 17)
Tél. 03 20 89 18 18

NOYELLES-GODAULT
33, av. de la République (RN 43)
Tél. 03 21 75 75 43

SECLIN
209, av. de la République
Tél. 03 20 32 55 55

TOURCOING
98, bd Gambetta
Tél. 03 20 70 00 80

VALENCIENNES
972, av. Jean-Jaurès (RN 30)
Tél. 03 27 29 04 65